

Entretien

Coronavirus : "Les géants du numérique n'ont qu'à se féliciter de la pandémie"

Propos recueillis par Galaad Wilgos

Publié le 24/06/2020 à 19:04

Le collectif libertaire technocritique Pièces et main d'œuvre revient sur la crise initiée par la Covid-19 et sur ses conséquences sociales, notamment en matière de surveillance.

Pièces et main d'œuvre, ou "PMO", est un groupe technocritique et néo-luddiste. Basé à Grenoble, il s'est donné pour mission de critiquer la société techno-industrielle à travers toutes ses manifestations : "nécrotechnologies" (nano-biotechnologies, nucléaire, etc.), recherche scientifique érigée en but en soi, technologies de surveillance, conséquences néfastes de l'industrialisation, etc. La radicalité de leurs propos détonne ; dans un univers médiatique et intellectuel peu enclin à s'opposer aux divers progrès techniques imposés par les entreprises ou l'État, leurs écrits sans concession ont de quoi bousculer les idées communément admises en la matière. Le confinement a été pour eux l'occasion de publier de nombreuses brochures sur la **covid-19** et les évolutions provoquées par cette pandémie mondiale. Nous en avons donc profité pour leur poser quelques questions sur ce monde toujours plus saturé de nouvelles technologies.

Marianne : Vous avez fait l'analogie, en 2008, entre la situation des animaux et celle des humains : pucer les premiers serait ouvrir la porte au puçage des seconds (RFID, la police totale. Puces intelligentes et mouchardage électronique (Ed. L'Echappée, 2008)). Selon vous, une situation en apparence "exceptionnelle" permet au système technicien de préparer la population à l'introduction d'une nouvelle technologie de contrôle et de surveillance. Quel est votre avis sur l'application StopCovid et les tentatives de traçage des victimes de la Covid-19, déjà en cours dans certains pays ?

PMO : Historiquement, la société de contrôle, nous l'avons dépassée ; la société de surveillance, nous y sommes ; et nous entrons désormais dans la *société de contrainte*. L'épidémie de Covid-19, comparable à la grippe de Hong-Kong (30.000 morts en France entre décembre 1968 et janvier 1969), est construite comme un événement exceptionnel (au sens médiatico-politique) de manière à justifier les mesures d'exception ensuite pérennisées. Elle est l'occasion d'accélérer les processus de rationalisation, au nom du primat de l'efficacité. Rien de plus rationnel ni de plus voué à l'efficacité que la technologie. "L'état d'urgence sanitaire" a mobilisé les drones, la géolocalisation et le contrôle vidéo des contaminés (à Singapour), l'analyse des données numériques et des conversations par l'intelligence artificielle pour tracer contacts, déplacements et activités des porteurs de virus potentiels (en Israël). En France, Orange a épié les flux de population à partir de données de géolocalisation des téléphones, pour le contrôle de l'assignation à résidence. Enedis a pu confirmer que des maisons secondaires étaient occupées, grâce à Linky, son compteur espion. Avec les applications de traque numérique, les *smartphones* échangent leurs données à notre insu, puis nous *notifient* la conduite à tenir. En Chine, vous êtes contraints d'y obéir.

La Machine est présentée comme plus efficace, plus fiable et rassurante que l'intelligence humaine et l'appréhension sensible de la réalité

Depuis notre enquête sur les puces RFID en 2008, la connexion électronique des humains à leur environnement a été réalisée par le *smartphone*, cyber-prothèse universelle - en attendant la puce sous-cutanée. La technocratie traite humains et animaux en troupeau, au moyen d'un dispositif électronique qui traque, analyse, anticipe les faits et gestes, au nom d'un pilotage cybernétique, rationnel et optimisé. Le plus gros de l'humanité se soumet à ce traitement et s'en remet à la Mère Machine pour sa prise en charge. *C'est plus pratique*. Le terrain est favorable à une application de traque des contaminés. Certains détracteurs de StopCovid redoutent que la population ne *s'habitue* à cette cyber-traçabilité. Comme si elle ne l'était pas déjà. Mais Thierry Breton, commissaire européen à la politique industrielle et au numérique, ancien PDG d'Atos, groupe d'ingénierie informatique, a raison de dire que les crises accélèrent les tendances en cours. En l'occurrence, la numérisation de la vie (sa *machination*), dont la surveillance électronique n'est qu'un dommage collatéral. La crise offre des *fenêtres d'opportunité* pour amplifier l'emprise technologique, dont les effets cliquet interdisent ensuite tout retour en arrière. Les Chinois ont mis en place durant l'épidémie un système de QR code "de santé", indispensable pour accéder aux lieux publics. Les habitants de Hangzhou, ville de 13 millions d'habitants, ont appris fin mai qu'ils devraient désormais vivre en permanence avec ce passeport électronique, qui prendra en compte leur "hygiène de vie".

Cet emballement renforce la direction générale, celle du *progrès* technologique, c'est-à-dire d'une dépendance toujours accrue à la Machine. Comme toutes les "applis" et les objets dits "intelligents" (connectés), StopCovid est d'abord un dispositif idéologique, propageant l'idée d'une incapacité humaine à affronter soucis quotidiens et événements graves. La Machine est présentée comme plus efficace, plus fiable et rassurante que l'intelligence humaine et l'appréhension sensible de la réalité. Voyez le succès du GPS et des "assistants" électroniques (Alexa, Google Home, Siri). Ou l'irruption des *smart cities*, villes-machines pilotées par les algorithmes, sur le même principe que StopCovid : les objets communiquent entre eux et organisent notre vie, nous contraignant à adopter les "bonnes pratiques", au nom de la santé, de la sécurité et bientôt du rationnement rationnel des ressources naturelles. La technocratie évoque déjà les "retours d'expérience" de l'épidémie, en vue de la gestion technologique et politico-policrière de la crise climatique.

Les journaux se passionnent sur l'origine du virus, et les dirigeants d'Etat

s'attaquent les uns les autres jusqu'à théoriser des complots ou de graves erreurs de part et d'autre. Un consensus scientifique semble cependant se former autour d'une origine animale, faisant de la Covid-19 une maladie "zoonotique". Or, là où de nombreuses personnes ont mis en cause les pratiques culinaires chinoises, vous y voyez au contraire une conséquence du capitalisme industriel, avec son urbanisation à tout crin et ses ravages écologiques. Pourriez-vous expliciter ?

Nous avons d'abord rappelé cette évidence : les maladies émergentes, dont les zoonoses (transmises à l'homme par les animaux), en constante augmentation depuis 50 ans, sont **des maladies de la société industrielle et de sa guerre au vivant**. La déforestation, l'agro-industrie, le tourisme de masse, l'urbanisation, envahissent l'habitat de la faune sauvage, et favorisent le contact avec celle-ci. Ajoutez au saccage des milieux naturels et à l'effondrement de la biodiversité, la mondialisation des échanges et la promiscuité des concentrations urbaines, vous obtenez les conditions d'une pandémie zoonotique. Le réchauffement climatique et le dégel de pathogènes enfermés dans le permafrost sibérien en promettent d'ailleurs de prochaines.

Puis nous, Pièces et main d'œuvre, avons été alertés par des spécialistes des coronavirus sur la possibilité d'une fuite hors d'un laboratoire chinois. Il est faux de parler de "consensus scientifique" sur l'origine du virus. Certes, l'hypothèse de l'accident est rejetée avec dédain par la presse officielles et les autorités – pas de complotisme – mais de plus en plus de chercheurs examinent l'hypothèse de la fuite d'**un virus modifié en laboratoire**. Nous avons donc vérifié les faits que ces scientifiques nous signalaient et **mené notre enquête**.

Le récit officiel de la pandémie repose sur les publications des chercheurs de Wuhan, notamment de Shi Zhengli, une spécialiste des coronavirus. D'après elle, le virus qui nous frappe (le SARS-Cov-2) vient d'un virus de chauve-souris similaire à 96 %, le RaTG13, adapté à l'homme en passant par le pangolin. L'écueil, c'est que personne d'autre n'a jamais vu ni séquencé ce RaTG13, dont nul échantillon n'est disponible. Shi Zhengli assure l'avoir collecté en 2013 dans des grottes du Yunnan (à 1.500 km du départ de l'épidémie). Mais elle n'a communiqué son génome qu'en janvier 2020, soit sept ans plus tard, en pleine épidémie, alors qu'elle a publié entretemps de nombreux articles sur les liens entre

coronavirus et chauve-souris, sans jamais l'évoquer. Des chercheurs ont analysé son étude du RaTG13 et n'ont trouvé aucun des détails d'ordinaire fournis avec un tel séquençage : types de tissus prélevés, présence d'autres virus, etc. Bref, il y a des doutes sur l'existence de ce virus "originel".

Nombre de scientifiques notent par ailleurs les étrangetés du SARS-Cov-2, qui le rendent exceptionnellement adapté à l'humain, sans mutations préalables à cette adaptation. Nos interlocuteurs décrivent des anomalies génétiques difficilement explicables par des mutations naturelles. Elles ressemblent plutôt aux "gains de fonction", ces modifications controversées pour rendre des virus plus contagieux. Manipulations que le laboratoire de Wuhan réalise depuis au moins 2015, en partie grâce à des financements américains.

Nul ne peut dire avec certitude comment a démarré l'épidémie de Covid-19 – surtout pas l'OMS

Enfin, la négation d'une fuite de laboratoire repose sur un article paru dans la revue *Nature* le 17 mars, qui semblait clore le débat et qui nous avait alors convaincus. Mais des chercheurs ont depuis contesté les conclusions de cette étude – au point que *Nature* reconnaît désormais que la question reste ouverte. Ce que nous avons découvert de notre côté, ce sont les liens des cinq auteurs de cet article de *Nature* avec des organismes politiques, académiques et industriels chinoises. Leurs carrières, leurs financements et leurs distinctions dépendent de la Chine. Cela jette d'autant plus le doute sur leurs conclusions qu'ils n'ont par ailleurs jamais dénoncé le sort réservé par le gouvernement chinois aux chercheurs et lanceurs d'alerte dissidents, dont certains ont disparu.

A l'heure où nous vous répondons, des scientifiques s'emploient à documenter ces soupçons, mais cela demande du temps et des données qui ont parfois été supprimées des bases de données chinoises. Peut-être n'arrivera-t-on jamais à prouver quoi que ce soit. Mais nul ne peut dire avec certitude comment a démarré l'épidémie de Covid-19 – surtout pas l'OMS.

Qu'il s'agisse d'une zoonose ou d'une fuite de laboratoire, cette épidémie est un produit industriel.

On n'a probablement jamais vu, à part peut-être lors de certaines séquences des états dits "socialistes", une société se reposer à ce point sur l'Etat pour survivre. Il est probable que l'impact d'un confinement imposé aurait été beaucoup plus grand sur la qualité de vie des gens, et à fortiori des plus modestes, s'il n'y avait pas eu toutes les aides étatiques (chômage partiel et autres aides aux entreprises). Comment voyez-vous ce retour de l'Etat social et de la puissance publique ?

La majorité des Etats ont pris des mesures d'"économie de guerre", de façon à préserver leurs industries dans la guerre économique. L'intervention de l'Etat social s'imposait pour compenser l'impréparation d'un désastre pandémique, pourtant annoncé. D'où les sommes colossales déversées pour l'urgence sanitaire et pour absorber les conséquences économiques et sociales de la réclusion à domicile. Le chômage partiel a éteint le risque d'explosion sociale due aux inégalités et a fait accepter des restrictions de liberté exceptionnelles. Prise en charge, paix sociale et contrainte ont été mobilisées au nom de la *survie*. L'Etat attend maintenant que les citoyens dépensent cet argent, fassent acte de consommation patriotique, voire qu'ils "travaillent plus".

Le virus élimine les plus faibles, humains fragiles et entreprises de la vieille économie

Quant à l'économie, la priorité était de préserver les compétences des entreprises et leur capacité de production dès la reprise de l'activité. Voilà qui rappelle que toutes les économies, y compris les économies de marché, sont des systèmes *administrés*. Les Etats-Unis ont dépensé 2000 milliards pour soutenir leur économie. Le gouvernement français conditionne ses aides à des changements de stratégie industrielle : l'automobile doit se convertir à l'électrique et digitaliser massivement ses usines - c'est-à-dire réduire sa masse salariale. Rien de neuf : les plans d'investissement de l'Union européenne et des Etats ciblent des secteurs prioritaires (les technologies de pointe, les "green technologies" entre

autres) et orientent la recherche & développement. Nous en savons quelque chose dans la technopole grenobloise, où les *start-ups* et les multinationales *high-tech*, comme STMicroelectronics, se développent sous perfusion de fonds publics.

Mais, à nouveau, la crise permet d'accélérer les tendances principales. Des habitudes ont été prises durant le confinement : **télétravail**, **cyber-enseignement**, achats en ligne, téléconsultations, etc. Les géants du numérique n'ont qu'à se féliciter du Covid-19. A l'inverse, les "inutiles", **comme dit l'économiste Daniel Cohen** – intérimaires, fonctions support, secteurs et emplois détruits par la digitalisation – disparaissent, remplacés par des machines (robots, logiciels, etc). Le virus élimine les plus faibles, humains fragiles et entreprises de la vieille économie – le vieux monde. Les prévisionnistes de Wall Street l'ont compris : ils misent sur la Silicon Valley et les oligopoles de la grande distribution qui se "virtualisent" (Walmart). L'invention de l'Etat social remonte à Bismarck. Il n'a jamais servi qu'à pacifier les masses rétives en attendant leur élimination au moyen de nouveaux instruments de production – hier le machinisme, aujourd'hui le numérique.

LIRE AUSSI

Crise du coronavirus : "La surveillance généralisée fait partie d'une logique de fabrication de vérité"

#BIG BROTHER | #NUMÉRIQUE | #CORONAVIRUS
